

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [95] (2007)
Heft: 1515

Artikel: Un discours égalitaire qui stigmatise les "moutons noirs"
Autor: Nada, Eva / Odier, Lorraine
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-283181>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un discours égalitaire qui stigmatise les « moutons noirs »

Les partis politiques suisses tous d'accord sur l'importance de l'égalité des sexes en Suisse ? Eh oui, cela est possible, mais seulement à des fins de stigmatisation d'une partie de la population. Certaines valeurs du féminisme sont en effet brandies pour justifier discours et politiques xénophobes.

Eva Nada et Lorraine Odier

Depuis quelques temps, il semble que le fait de prôner l'égalité entre femmes et hommes fasse parti du « politiquement correct » dans le paysage politique suisse. On pourrait s'en réjouir. Cependant, force est de constater que l'argument de défense de l'égalité entre femmes et hommes, bien plus que pour proposer des mesures permettant de s'en rapprocher, est fréquemment évoqué à d'autres fins. Dans de nombreux discours tenus par des politiques, cet argument semble avant tout participer à définir l'« autre » et à stigmatiser ainsi la population étrangère et plus spécifiquement les populations musulmanes, « mouton noir » de l'égalité femmes-hommes.

Les débats soulevés par la construction des minarets se cristallisent notamment autour de la question de l'égalité des sexes. Le représentant valaisan de l'UDC, Oskar Freysinger, en fait un argument-phare dans son combat pour introduire dans la Constitution l'interdiction de la construction de minarets. On pouvait encore l'entendre accuser ses adversaires politiques dans le « Grand Débat »³: « Vous qui avez depuis trente ans défendu l'égalité entre les hommes et les femmes, vous voulez laisser se faire la construction de minarets ! »

Par ailleurs, dans un reportage sur l'intégration des étrangers/ères, diffusé dans l'émission *Mise au point* du 30 septembre dernier⁴, Uli Windisch se fonde sur un fait divers impliquant des ressortissants turcs pour exposer aux téléspectatrices et téléspectateurs que « pour certaines cultures, pour certaines communautés, l'égalité entre les sexes et d'autres libertés ne vont pas de soi. Et c'est à nous de définir quelles valeurs on veut respecter si on veut vivre en Suisse. »



De tels discours sous-entendent d'une part que l'égalité femmes-hommes est acquise en Suisse, et permet ainsi de se décharger de la responsabilité en tant que politique d'agir sur cette question. D'autre part, de tels propos simplifient fortement la réalité en définissant les populations musulmanes comme intrinsèquement inégalitaires et contribuent ainsi à les « noircir ».

Aucun parti politique suisse ne semble être vraiment à l'abri de ce glissement. Il est en effet flagrant de constater que dans leurs recommandations ou leurs prises de positions concernant l'intégration des étrangers/ères, tous les partis politiques suisses évoquent systématiquement l'égalité hommes-femmes parmi les valeurs incontournables auxquelles doivent souscrire les migrant-e-s. Si les étrangers/ères ne sont pas explicitement accusé-e-s de ne pas adhérer à ces valeurs, il subsiste une forte suspicion culturelle : « Ces valeurs essentielles doivent prendre le pas sur d'autres spécificités culturelles comme la structure familiale patriarcale ou des normes religieuses. »⁵

Ce même glissement est repérable dans les discours politiques sur le problème de la violence conjugale, régulièrement associé aux populations étrangères : « La violence conjugale est un acte inadmissible qui se joue entre plus fort et plus faible avec des règles qui ne respectent en aucun cas les valeurs que notre pays promet. Même si les mécanismes qui sous-tendent la violence conjugale sont complexes, il est nécessaire de prendre des mesures énergiques dans ce domaine (...). Un large travail de prévention doit être fait dans la population en général, à l'intention des migrantes en particulier. », affirme une candidate UDC interrogée dans l'*émilie* du mois d'août dernier.

³ organisé en vue des élections par la Télévision suisse romande et diffusé le 10 octobre 07

⁴ *Mise au point*, 30 septembre 07

⁵ Prise de position du PS accessible sur Internet :

http://www.spps.ch/fileadmin/downloads/Pospap/f/070525_Papier_d_integrations-PS_Suisse.pdf

